



à cette logique mortifère, place à l'urgence sociale !

MOBILISONS-NOUS LE 17 SEPTEMBRE 2020

Châteauroux : 10 h place de la République

Issoudun : 15 h place du sacré Cœur

La situation économique et sociale issue de la « crise » sanitaire nous apporte son lot quotidien d'annonces de plans de licenciements, de ruptures conventionnelles collectives, d'accords de performances collectives, entraînant un chantage à l'emploi.

Les accords de performances collectives, plébiscités par Macron, sont un outil pour permettre au patronat d'aménager la durée du travail, ses modalités d'organisation, d'amputer la rémunération des salariés et d'accepter des conditions de changement de poste ainsi que la mobilité géographique ; ceci sous prétexte de « l'effort partagé » entre les salariés et l'entreprise pour sauver les emplois. Pour in fine, mettre la clé sous la porte et licencier les salariés !

A ces dispositifs se rajoute l'ARME (Activité réduite pour le maintien de l'emploi) que le gouvernement met en avant. Tout cet arsenal de mesures gouvernementales ne sert qu'à détruire massivement NOS emplois, NOS droits de salariés et NOS conquies sociaux au profit des politiques patronales mortifères. Ces entreprises qui se sont déjà vues gratifier 300 milliards de crédits aux en-

treprises garantis par l'Etat et 250 milliards d'aides directes par le biais d'exonérations de cotisations, d'aides de trésorerie, vont bénéficier du nouveau plan France relance de Castex de 100 milliards, qui devrait créer, d'après le Premier Ministre, 160 000 emplois d'ici 2022. 100 milliards pour 160.000 emplois, cela fait environ 600.000 euros par emploi. Avec ces 100 milliards, l'Etat aurait pu créer directement 2.7 millions d'emplois payés

1800 € net mensuel, cotisations sociales incluses ! Depuis mars 2020, ce sont près de 600 000 emplois détruits auxquels va se rajouter une partie des 750 000 jeunes devant entrer sur le marché du travail.

Le tout pour un total de 650 milliards, bien évidemment sans aucune contrepartie, non pas pour sauver NOS emplois, mais le système capitaliste.

Comme d'habitude, rien pour les salariés, les premiers de corvée !

Nous sommes dans la même logique que Gattaz (ex président du Medef) et son million d'emplois !



DANS L'INDRE ...

L'explosion du chômage sur le département, depuis la crise sanitaire, est très préoccupante pour le devenir de ses habitants (+ 2750 chômeurs de plus fin mai), et malheureusement ces chiffres devraient encore gonfler avec de fortes inquiétudes pour tous nos bassins d'emplois déjà violemment attaqués :

ISSOUDUN :

avec la fermeture de La Halle et 289 licenciés au nom de fonds d'investissements véreux. Une perte de près de 1000 emplois avec les fins de contrats intérimaires et prestataires chez Safran, groupe international de haute technologie, équipementier de premier rang dans les domaines de l'Aéronautique, qui bénéficie des milliards de l'Etat.

LE BLANC :

avec une première vague de 30 licenciements chez Centrair.

ARGENTON SUR CREUSE :

avec les usines LISI-Indraero et Kremer qui ont toujours recours au chômage partiel, avec de grosses inquiétudes sur la pérennité de l'entreprise LISI et une première vague de licenciements en plus de la liquidation des Transports Guillemet et ses 98 salariés.

BUZANCAIS :

avec Makeen Energy et ses 84 emplois sous le joug des actionnaires, véritables vautours financiers.

CHATEAUROUX :

avec les 48 emplois détruits de la Halle, malgré toutes

les aides économiques apportées par les acteurs locaux et régionaux et avec les 71 licenciements chez Astronics PGA, sous-traitant d'Airbus à qui l'Etat a débloqué des milliards d'aides qui vont servir à licencier.

Sans oublier nombre de toutes petites entreprises sous-traitantes qui mettent la clé sous la porte.

Malheureusement la liste n'est pas exhaustive et la rentrée de septembre s'annonce catastrophique socialement, avec de grandes craintes pour Liberty Wheels, Linamar (Montupet), CPP France, Indraero Siren...

Soit plus de 1000 emplois.

Quant à nos services publics, la loi de transformation de la fonction publique, qui doit entrer en application, permet d'assouplir les modalités de fermetures de services et de reclassement des agents.

Encore une loi qui va aggraver la pénurie de services publics dans notre département.

**La seule réponse des travailleurs face à ce désastre social, c'est la lutte !
La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat !**

Par la grève et les manifestations, exigeons :

- ✓ L'arrêt immédiat de tous les licenciements.
- ✓ L'arrêt immédiat du versement de tous les dividendes, bénéfiques et toute autre manne financière aux actionnaires.
- ✓ L'arrêt immédiat de versement d'aides publiques aux entreprises sans aucune contrepartie.
- ✓ La socialisation des moyens de production de matériels de protection, avec du personnel sous monopole public, embauché sous statut.
- ✓ Le maintien et la réouverture de tous les services publics de proximité, avec du personnel sous statut.
- ✓ L'investissement dans l'économie des soins, l'ouverture de lits à l'hôpital public avec des éléments chiffrés exigés, des créations de postes chiffrées, la suppression de la taxe sur les salaires et de la T2A, l'augmentation immédiate de l'ONDAM et des personnels qualifiés recrutés sous statut....
- ✓ Une Sécurité Sociale à 100 % sur la base du salaire socialisé, fondée sur les principes fondateurs de la Sécurité Sociale que sont la solidarité et l'universalité.
- ✓ De travailler à la réindustrialisation, en lien avec les travailleurs.
- ✓ L'augmentation des salaires, qui est une nécessité, avec une semaine de travail de 32 h pour tous, seule réponse au chômage de masse.
- ✓ L'abrogation des lois travail, des ordonnances n° 2020-323 du 25 mars 2020 et n° 2020-430 du 15 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés de RTT, de durée du travail et de jours de repos, de la loi AP 2022, de la réforme de l'indemnisation chômage et l'arrêt de la réforme des retraites, qui pour l'heure, n'est que suspendue.

MOBILISONS-NOUS LE 17 SEPTEMBRE